



CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE



Conclusions du Conseil sur la compétitivité internationale du modèle agroalimentaire européen

*3025ème session du Conseil AGRICULTURE et PÊCHE
Luxembourg, le 29 juin 2010*

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

Lors de la présidence espagnole, diverses enceintes, au sein à la fois du Conseil et du Parlement européen, ont débattu de la question de la compétitivité du modèle agroalimentaire. Les conclusions ci-après peuvent être tirées des débats menés au sein du Conseil, sans préjudice du nouveau cadre financier pluriannuel pour la période après 2013.

- Toutes les parties ont estimé que ce débat était utile et qu'il avait lieu au moment opportun.
- Un large consensus s'est dégagé sur le fait que le modèle de production européen, s'appuyant sur des normes élevées, constitue un élément essentiel de notre patrimoine, qu'il est important de préserver.
- On a constaté dans le même temps que ce modèle de production présente des avantages, tels que les bienfaits résultant de normes élevées, mais pose aussi des défis en termes de compétitivité sur le marché mondial actuel. Les deux éléments devraient être pris en compte si nous voulons assurer et promouvoir la viabilité du modèle.
- Un moyen de relever ce défi serait de promouvoir notre modèle et de faire en sorte qu'il offre de réelles perspectives sur le marché tant intérieur qu'extérieur.
- Améliorer l'information et l'efficacité des outils d'information est un élément essentiel pour fournir des solutions, notamment des instruments de promotion.
- À cet égard, des efforts devraient être déployés pour améliorer le fonctionnement des instruments de promotion actuels, tant sur le marché de l'UE que sur celui des pays tiers.

P R E S S E

- Dans le cadre du droit international, il est important de prendre conscience de la nécessité d'établir, en ce qui concerne les normes de l'UE, des conditions de concurrence équitables entre les producteurs de l'UE et des pays tiers, de sorte que les exigences des consommateurs et toutes les préoccupations sociétales (telles que la qualité, la santé, l'environnement et le bien-être des animaux) soient prises en compte.
- L'existence de systèmes de contrôle efficaces dans les États membres est essentielle. Il est important de garantir des contrôles sanitaires et phytosanitaires efficaces aux points d'entrée approuvés aux frontières extérieures de l'UE ou sur les lieux de destination, lorsqu'il y a lieu et si cela est utile.
- À cet égard, le Conseil attend avec intérêt de recevoir le rapport que lui soumettra la Commission d'ici la fin de 2010 sur l'efficacité et la cohérence des contrôles sanitaires et phytosanitaires à l'importation de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux, d'animaux et de végétaux, assorti, le cas échéant, de propositions, en vue de maintenir le bon fonctionnement d'un cadre de l'UE en matière d'importations.
- Au niveau international, la promotion du modèle passera par sa reconnaissance dans le cadre de négociations internationales, renforçant ainsi le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur important dans l'établissement de règles internationales. Le rôle des systèmes de qualité, notamment des indications géographiques, devrait être renforcé afin de tirer pleinement avantage de leur potentiel.
- Au niveau interne, les domaines d'action ci-après ont été recensés:
 - les consommateurs devraient disposer des informations nécessaires sur notre modèle afin qu'ils aient une réelle possibilité de choix, notamment grâce à un étiquetage approprié des produits agricoles;
 - la simplification, l'évaluation et l'analyse d'impact sont des outils essentiels à utiliser systématiquement pour réduire les coûts inutiles et la charge administrative pour les entreprises;
 - le fonctionnement de la chaîne alimentaire devrait être amélioré, comme cela a été constaté lors des discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil "Agriculture et pêche" de mars 2010;
 - il conviendrait de renforcer la recherche et l'innovation, qui constituent un outil essentiel pour améliorer la compétitivité et la viabilité sur les marchés intérieur et extérieur.
- Il est nécessaire de veiller à ce que des instruments de l'UE soient conçus pour aider les agriculteurs à répondre aux préoccupations sociétales et aux exigences des consommateurs qui ne sont pas prises en compte par le marché.